

**LE POINT DE VUE DE DANIEL BEHAR**

# La fin des villes moyennes ?

Les villes moyennes - celles des chefs-lieux de préfectures et d'arrondissements - sont emblématiques de l'identité française. Elles incarnent l'idéal républicain d'égalité au travers du pavage régulier du territoire national qu'elles constituent. Depuis la stigmatisation de « Paris et le désert français » de l'après-guerre, elles ont été au centre des politiques d'aménagement du territoire à la française, de leur souci d'équilibre et de compensation des forces du marché, par la redistribution publique des équipements et des services.

Or, les réalités contemporaines ont d'ores et déjà radicalement bouleversé le paysage ordonné des villes moyennes. La plupart d'entre elles, aussi bien Béthune que Montauban, Cholet ou Le Puy-en-Velay, sont

doublément déstabilisées par les transformations de leur environnement.

D'un côté, le nouveau dynamisme du rural où domine aujourd'hui un mode de vie urbain, vient concurrencer l'attractivité résidentielle de ces

## Pour une nouvelle offre.

villes tout en exigeant d'elles une offre de services inédits (culture, loisirs...). De l'autre, la dilatation des métropoles tend à satelliser bon nombre d'entre elles et à favoriser des « circuits courts » dans les pratiques des ménages et des entreprises, de plus en plus indifférents à leur fonction de relais.

Face à cette prise en tenaille, la

question n'est pas celle de la préservation des attributs historiques de la ville moyenne, mais bien d'un renouvellement global de son rôle.

Ainsi, en matière d'enseignement supérieur, jusqu'à une date récente, on a doté la plupart d'entre elles d'antennes universitaires de 1<sup>er</sup> cycle, au nom de l'impératif de démocratisation de l'enseignement supérieur, en jouant la carte de la proximité. Moins de vingt ans après, le bilan est discutable : certes, plus d'enfants de ces villes accèdent aux formations post-bac. Mais, dans un contexte de stabilisation de la démographie étudiante, c'est au détriment de la visibilité et de la compétitivité de l'offre universitaire en région. En outre, les inégalités sociales se décalent, entre les étudiants qui restent dans ces villes et ceux qui en sortent. Il faut

sans doute repenser l'offre des villes moyennes dans une logique de spécialisations d'excellence (Masters, IUT, grandes écoles) articulées avec le tissu économique local et en réseau avec les grands pôles universitaires. Le raisonnement pourrait être le même dans bien d'autres domaines, pour la carte sanitaire notamment.

C'est là le défi pour les villes moyennes mais aussi plus largement pour l'action publique d'aménagement du territoire : passer d'une conception statique de l'équilibre et de la distribution égalitaire des moyens à celle des conditions de la cohésion entre territoires.

Daniel BEHAR, géographe,  
est professeur associé  
à l'Institut d'urbanisme de Paris  
(Université Paris-XII).